

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot gezondheidsgegevens, ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, seksueel gedrag of seksuele gerichtheid, is alleen mogelijk voor zover dit noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend algemeen belang in de zin van artikel 9, 2., g) van de AVG.

§ 4. Categorieën van gevoelige gegevens in de zin van artikel 9 van de AVG, zoals bedoeld in artikel 152/8, § 1, worden verzameld door middel van de inhoud van het dossier van de jongere bij zijn aankomst.

De jongere wordt ook ondervraagd over de levensbeschouwelijke of religieuze bijstand, de morele of religieuze onderrichting en het type voedingsdieet dat hij wenst te genieten, in overeenstemming met de artikelen 29 en 31 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een 'Centre communautaire', van uithandengegeven jongeren.

Het verzamelen van aanvullende gevoelige gegevens bij de jongere gebeurt op vrijwillige basis.

§ 5. De categorie van dienstverleners bedoeld in § 1, 7° verwijst naar de rechtspersonen of natuurlijke personen die een maatregel tot hulpverlening aan kinderen of jongeren uitvoeren in toepassing van de beslissing van een opdrachtgever en die als zodanig subsidies ontvangen en kunnen worden gecontroleerd op de kwaliteit van de verleende dienst.

Hieronder vallen ook de personen die bijdragen aan de zorg van een jongere in toepassing van het besluit van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 683-1 – Verslag van de commissie, nr. 683-2 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 683-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 3 april 2024.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/004443]

4 AVRIL 2024. — Décret relatif au subventionnement des secteurs professionnels des Langues, des Lettres et du Livre (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — DÉFINITIONS, CHAMP D'APPLICATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « Administration » : les services du Gouvernement concernés par les secteurs d'activités repris dans le présent décret ;

2° « auteur de la Communauté française » : un auteur ou une autrice répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 3 ;

3° « Chambre de concertation » : la Chambre de concertation des Écritures et du Livre, visée à l'article 48 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

4° « Commission » : la Commission des Écritures et du Livre, visée à l'article 76 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

5° « création littéraire de la Communauté française » : toute création littéraire émanant d'un auteur ou d'une autrice répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 3 ;

6° « déséquilibre financier » : la situation dans laquelle un opérateur présente, au terme d'un exercice comptable annuel, un résultat cumulé négatif dont le montant atteint au moins 10 % de l'ensemble des produits enregistrés pendant cet exercice ou au moins 5 % si l'ensemble des produits par exercice est supérieur à 1.750.000 euros ;

7° « diversité culturelle » : multiplicité des formes par lesquelles les cultures des individus, des groupes et des sociétés trouvent leur expression, se manifestant au travers des divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles ;

8° « éditeur de la Communauté française » : un éditeur répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 4 ;

9° « en Communauté française » : en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

10° « exercice » : exercice comptable annuel qui se déroule sur une année civile ;

11° « interculturalité » : l'interculturalité désigne les processus dynamiques et interactifs (échanges, mélanges) entre groupes ou individus porteurs de cultures différentes et/ou multiples. Il s'agit d'un processus dont la finalité est l'intercompréhension et la construction d'un monde commun ;

12° « la Charte » : La Charte, arrêtée par le Gouvernement, établissant les bonnes pratiques en matière de création et d'édition de livres ou de revues, et portant notamment sur :

- a) la ligne éditoriale ;
- b) la responsabilité vis-à-vis des contenus publiés ;
- c) la cession et la rémunération des droits d'auteur ;
- d) le travail éditorial visant à s'assurer de la qualité et de la mise en forme de la publication ;
- e) le dépôt légal des publications et le référencement au sein des bases de données professionnelles ;
- f) l'établissement et la diffusion de catalogues, ainsi que la promotion des publications ;
- g) l'organisation de la diffusion et de la distribution des publications ;
- h) l'archivage des publications ;
- i) le respect des usages et des prescrits légaux de la profession, en particulier dans les relations de l'éditeur avec les auteurs, les autres éditeurs, les sous-traitants, les circuits de diffusion-distribution, les librairies et les bibliothèques ;

13° « langues » : la langue française et les langues régionales endogènes ;

14° « langues régionales endogènes » : les langues régionales endogènes pratiquées en Communauté française, telles que le champenois, le lorrain, le picard, le wallon, le brabançon bruxellois, le francique carolingien et le luxembourgeois (ou francique mosellan) ;

15° « lettres » ou « création littéraire » : ensemble des œuvres constituées de textes et/ou d'images et composées exclusivement ou principalement en français ou en langues régionales endogènes. Ces créations incluent les productions inscrites dans le périmètre de la prose (y compris l'essai), la poésie (y compris la poésie performée), l'essai de sciences humaines à vocation de vulgarisation, la bande dessinée, la littérature de jeunesse, l'écriture théâtrale, la critique, l'album, le roman graphique, le manga, le fanzine, les contenus littéraires de revues ou toute autre forme littéraire, y compris émergente ou à venir ;

16° « libertés et droits culturels » : les libertés et droits culturels consacrés notamment par l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les articles 13, 22 et 25 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de l'article 31 de la Convention de New York relative aux droits de l'enfant, les articles 10, 11 et 23 de la Constitution et la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels ;

17° « livre » : livre imprimé ou numérique, et ses différentes sous-catégories, au sens de l'article 2 du décret du 19 octobre 2017 relatif à la protection culturelle du livre ;

18° « livre audio » : enregistrement sonore d'une création littéraire ;

19° « objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique » : les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code ;

20° « opérateur » : personne physique ou morale visée à l'article 3 ;

21° « plan d'assainissement » : contrat conclu entre la Communauté française et un opérateur en vue de fixer les modalités de résorption d'un déficit financier ;

22° « plan financier » : document qui détermine le budget prévisionnel de l'activité, en identifiant les dépenses réservées aux frais de fonctionnement, les dépenses réservées au défraiement et à la rémunération du personnel et, le cas échéant, les droits d'auteur, ainsi que les aides financières accordées par une autorité publique quelconque et les recettes propres ;

23° « recettes propres » : tous les revenus d'un opérateur, à l'exclusion des subventions accordées par une autorité publique quelconque ;

24° « revue de création littéraire » : support périodique, écrit ou audio, physique ou numérique, qui véhicule une création littéraire.

Art. 2. Le présent décret et les régimes d'aides qu'il prévoit poursuivent les objectifs généraux suivants :

1° soutenir la création littéraire, sous toutes ses formes, et garantir la liberté artistique, l'émergence, l'excellence artistique et la diversité culturelle ;

2° renforcer l'accès aux lettres, au livre et à la lecture, en stimulant notamment la rencontre entre les publics, les auteurs et leurs œuvres ;

3° promouvoir la langue française, son usage et son appropriation, protéger et promouvoir les langues régionales endogènes et la diversité linguistique ;

4° soutenir et promouvoir les acteurs de la filière du livre, leur professionnalisation, leur développement et leur rayonnement, dans le respect de l'égalité des genres et des valeurs de l'interculturalité ;

5° favoriser l'innovation et l'émergence de nouveaux opérateurs et de nouvelles pratiques dans les secteurs professionnels des langues, des lettres et du livre ;

6° consolider l'écosystème du livre, son maillage et sa diversité, dans un esprit de solidarité interprofessionnelle en veillant à établir des synergies et des cofinancements avec d'autres politiques de soutien de la Communauté, avec les autres pouvoirs publics en Belgique ou à l'international ;

7° contribuer à une juste rémunération des acteurs de la filière du livre.

Art. 3. Le présent décret vise :

1° les personnes physiques, qui exercent une activité rémunérée relevant d'une ou plusieurs des catégories suivantes, sans qu'il soit nécessaire que cette activité représente leur source principale de revenus :

a) l'appropriation, l'étude, l'enrichissement, la promotion, y compris sur le plan international, de la langue française et des langues régionales endogènes, telles que pratiquées en Communauté française ;

b) le développement des pratiques langagières ou la promotion de la diversité linguistique ;

- c) la création littéraire en langue française ou en langues régionales endogènes ;
 - d) l'édition en langue française ou en langues régionales endogènes ;
 - e) la conservation ou la valorisation, y compris sur le plan international, de publications d'auteurs ou d'éditeurs de la Communauté française ;
 - f) la structuration et la professionnalisation des acteurs de la filière du livre ;
 - g) la vente de livres en librairie ;
 - h) l'appropriation, la promotion et la médiation des pratiques de lecture ;
- 2° les personnes morales de droit privé dont l'objet social relève d'une ou plusieurs des catégories précitées au point 1° ;
- 3° les personnes morales de droit privé ou organismes publics exerçant des missions d'intérêt général concourant aux objectifs visés à l'article 2 au bénéfice :
- a) soit de l'ensemble ou d'une partie significative des opérateurs visés aux 1° et 2° ;
 - b) soit des publics ou d'une partie significative des publics de la Communauté française.

Art. 4. En vue de l'application du présent décret, le Gouvernement prévoit un budget annuel minimal de 2.620.000 euros destinés aux soutiens structurels et un budget annuel minimal de 1.567.000 euros destinés aux soutiens ponctuels.

Le budget destiné aux soutiens structurels est indexé au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. Le Gouvernement précise la formule d'indexation applicable.

Les aides financières et les prix sont accordés dans les limites des crédits budgétaires visés à l'alinéa 1^{er}. La Commission veille à formuler ses propositions dans le respect de ces limites.

TITRE II. — DES AIDES FINANCIÈRES

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 5. En vue de contribuer aux objectifs visés à l'article 2, le Gouvernement peut octroyer trois types d'aides financières :

- 1° la bourse, dont le montant est compris entre 1.750 et 60.000 euros ;
- 2° l'aide au projet, dont le montant est compris entre 500 et 150.000 euros ;
- 3° la convention, dont le montant annuel est compris entre 5.000 et 400.000 euros.

Art. 6. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier des aides financières prévues par le présent titre, l'opérateur demandeur doit satisfaire à la fois aux conditions générales définies au paragraphe 2 et aux conditions particulières de la catégorie à laquelle il appartient.

§ 2. Pour satisfaire aux conditions générales de recevabilité, un opérateur doit :

- 1° être une personne physique, une personne morale de droit privé ou un organisme public visé à l'article 3 ;
- 2° s'il s'agit d'une personne physique, être de nationalité belge ou résider à titre principal en Belgique depuis au moins trois ans et pouvoir démontrer son statut de résident fiscal en Belgique au moment du dépôt de la demande d'aide financière ;
- 3° s'il s'agit d'une personne morale, disposer d'un siège social et d'un siège d'exploitation établi en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 4° s'il s'agit d'un organisme public, être établi en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 5° exercer ses activités en français ou dans une langue régionale endogène.

§ 3. Pour satisfaire aux conditions particulières de recevabilité qui lui incombent, un auteur doit avoir produit au moins une création littéraire :

- 1° publiée à son seul nom ou avec maximum trois autres auteurs dans le cas d'une création littéraire collective ;
- 2° et, soit, éditée conformément à la Charte, soit, diffusée, dans le cas de textes dramatiques, par un centre culturel, un lieu de diffusion, un lieu de création, un festival ou un centre scénique reconnu par la Communauté française.

§ 4. Pour satisfaire aux conditions particulières de recevabilité qui lui incombent, un éditeur doit :

- 1° exercer à titre principal des activités visées à l'article 3 ;
- 2° respecter la Charte.

§ 5. Pour satisfaire aux conditions particulières de recevabilité qui lui incombent, une librairie doit disposer du label de qualité octroyé en vertu du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité.

Art. 7. Le bénéficiaire d'une aide financière adresse à l'Administration ses justificatifs dans les formes et les modalités arrêtées par le Gouvernement. À défaut de remettre ses justificatifs, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre soutien financier.

Art. 8. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi, de refus et, le cas échéant, de renouvellement des soutiens financiers prévus par le présent décret dans le respect des principes définis ci-après :

- 1° l'Administration met à disposition des demandeurs pour chaque type d'aide un vadémécum identifiant les conditions et la procédure d'octroi, notamment les pièces à produire ;
- 2° l'opérateur introduit sa demande auprès de l'Administration au moyen d'un formulaire dûment complété et y joint toutes les pièces requises, sous peine d'irrecevabilité ;
- 3° l'Administration accuse réception de la demande conformément aux modalités et délais arrêtés par le Gouvernement ;
- 4° la Commission formule un avis conformément aux modalités et délais prévus par le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

5° l'Administration soumet au Gouvernement une proposition de décision motivée à laquelle est joint l'avis de la Commission ;

6° la décision est notifiée au demandeur par l'Administration et mentionne les voies de recours.

Art. 9. Les modalités de modification, de suspension et de résiliation des conventions sont fixées par le Gouvernement dans le respect des principes définis ci-après :

1° l'Administration soumet au Gouvernement une proposition de décision motivée de suspension ou de résiliation lorsque l'opérateur ne respecte pas les termes de la convention dont il est bénéficiaire ;

2° les conventions ne peuvent être suspendues plus d'une année ; la suspension doit être confirmée ou infirmée endéans ce délai par une décision de résiliation, de modification ou de reprise notifiée par le Gouvernement ;

3° l'opérateur a le droit de faire valoir ses observations ou de demander à être entendu par l'Administration.

CHAPITRE 2. — Des bourses

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 10. Il existe quatre types de bourses :

1° la bourse d'encouragement ;

2° la bourse de projet ;

3° la bourse de création ;

4° la bourse de résidence.

Art. 11. Complémentaire aux objectifs généraux visés à l'article 2, le régime des bourses vise à :

1° soutenir les auteurs dans le développement de leur parcours professionnel ;

2° favoriser l'émergence de nouveaux auteurs ;

3° encourager le développement de nouvelles formes de créations littéraires ;

4° visibiliser et valoriser le processus de création littéraire, en permettant aux auteurs de dégager du temps en vue de la réalisation de leurs projets dans des conditions professionnelles décentes.

Les bourses ne constituent pas un revenu de remplacement.

Art. 12. Les bourses sont réservées aux auteurs satisfaisant aux conditions de recevabilité de l'article 6, §§ 2 et 3.

Les enseignants ou chercheurs ne peuvent pas bénéficier d'une bourse pour un essai ou une critique relevant directement de leur champ de recherche ou d'enseignement.

Art. 13. § 1^{er}. Une même création littéraire ne peut bénéficier que d'une seule bourse pour sa réalisation, toutes catégories confondues.

§ 2. Un même auteur ne peut déposer une nouvelle demande de bourse avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de sa précédente demande, et ce quelle que soit l'issue de cette dernière.

Section 2. — La bourse d'encouragement

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 14. La bourse d'encouragement est destinée à soutenir la création d'un deuxième ouvrage relevant d'un des domaines de création suivants : littérature générale (dans les catégories suivantes : roman, recueil de poésie, recueil de nouvelles, essai ou théâtre), bande dessinée, littérature de jeunesse.

Le montant de la bourse d'encouragement est forfaitaire.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 15. Le deuxième ouvrage faisant l'objet du soutien doit :

1° utiliser la même langue, soit française soit régionale, que l'ouvrage ouvrant l'accès à la bourse ;

2° relever du même domaine de création et, en littérature générale, de la même catégorie que l'ouvrage ouvrant l'accès à la bourse.

Art. 16. Dans une même langue, un auteur ne peut bénéficier que d'une seule bourse d'encouragement par domaine de création visé à l'article 14.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 17. Pour évaluer la demande de bourse d'encouragement, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

1° la cohérence et l'originalité du synopsis ;

2° la qualité formelle, narrative et/ou graphique des extraits présentés ;

3° l'adéquation entre le projet et le type de bourse sollicité ;

4° pour la littérature de jeunesse, l'adéquation entre le projet et la tranche d'âge visée.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 18. Pour justifier de l'utilisation de la bourse, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

1° soit l'ouvrage publié ;

2° soit un rapport détaillé sur l'état d'avancement du projet et, s'il échet, sur les motifs de l'échec ou de l'abandon de celui-ci.

*Section 3. — La bourse de projet**Sous-section 1^{re}. — Objet*

Art. 19. La bourse de projet est destinée à couvrir, avant leur engagement, tout ou partie des frais suivants engendrés par une création littéraire : voyages, documentation, recherches, formations, matériel de création graphique. Le montant de la bourse de projet correspond aux frais éligibles et est plafonné.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 20. La bourse de projet est réservée aux auteurs de la Communauté française qui ont à leur actif au moins deux créations littéraires :

- 1° publiées à leur seul nom ou avec maximum trois autres auteurs dans le cas d'une création littéraire collective ;
- 2° et, soit, éditées conformément à la Charte, soit, diffusées, dans le cas de textes dramatiques, par un centre culturel, un lieu de diffusion, un lieu de création, un festival ou un centre scénique reconnu par la Communauté française ;
- 3° relevant du même domaine de création et, pour la littérature générale, de la même catégorie que la création pour laquelle la bourse est sollicitée.

Art. 21. Pour solliciter une bourse de projet, un auteur ne peut avoir bénéficié d'une bourse, quelle qu'elle soit, accordée en vertu du présent décret au cours de la même année.

Art. 22. Les frais visant la diffusion d'un manuscrit (lecture, impressions, envois, etc.), les relations de travail avec un éditeur ou le travail éditorial ne sont pas éligibles.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 23. Pour évaluer la demande de bourse de projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la cohérence et l'originalité du synopsis ;
- 2° la qualité formelle, narrative ou graphique des extraits présentés ;
- 3° l'adéquation entre le projet et le type de bourse sollicitée ;
- 4° pour la littérature de jeunesse, l'adéquation entre le projet et la tranche d'âge visée.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 24. Pour justifier de l'utilisation de la bourse, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° soit l'ouvrage publié ;
- 2° soit un rapport détaillé sur l'état d'avancement du projet et, s'il échec, sur les motifs de l'échec ou de l'abandon de celui-ci.

Il joint en outre à ses justificatifs un inventaire des dépenses effectuées en lien avec le travail mené.

*Section 4. — La bourse de création**Sous-section 1^{re}. — Objet*

Art. 25. La bourse de création est destinée à permettre à un auteur n'étant pas retraité de consacrer, dans un délai d'un an à dater de la notification d'octroi, des semaines à la réalisation de son projet d'écriture.

Le montant de la bourse de création est forfaitaire. Il existe quatre forfaits correspondant au nombre de semaines de création visé : six, douze, vingt-six ou cinquante-deux semaines. Ces semaines peuvent être ventilées à la meilleure convenance du bénéficiaire.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 26. La bourse de création de six semaines est réservée aux auteurs qui peuvent faire état d'au moins deux créations littéraires :

- 1° publiées à leur seul nom ou avec maximum trois autres auteurs dans le cas d'une création littéraire collective ;
- 2° et, soit, éditées conformément à la Charte, soit, diffusées, dans le cas de textes dramatiques, par un centre culturel, un lieu de diffusion, un lieu de création, un festival ou un centre scénique reconnu par la Communauté française.

La bourse de création de douze semaines, de vingt-six semaines ou de cinquante-deux semaines est réservée aux auteurs qui peuvent faire état d'au moins trois créations littéraires relevant du même domaine de création que celle pour laquelle la bourse est sollicitée et publiées conformément aux alinéas 1° et 2°.

Art. 27. Pour solliciter une bourse de création, un auteur ne peut avoir bénéficié d'une bourse de quelque nature qu'elle soit, accordée en vertu du présent décret au cours de la même année. Pour solliciter une bourse de création d'une durée de douze, vingt-six ou cinquante-deux semaines, un auteur ne peut avoir bénéficié d'une bourse de même nature accordée en vertu du présent décret au cours des deux années précédant l'introduction de sa demande.

Pour un même domaine de création, un auteur ne peut bénéficier que de deux bourses de création de vingt-six semaines ou d'une seule bourse de création de cinquante-deux semaines au cours de sa carrière. Ces deux types de bourses ne peuvent donc être cumulés par un auteur pour un même domaine de création.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 28. Pour évaluer la demande de bourse de création, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la cohérence et l'originalité du synopsis ;
- 2° la qualité formelle, narrative ou graphique des extraits présentés ;
- 3° l'adéquation entre le projet et le type de bourse sollicitée ;
- 4° pour la littérature de jeunesse, l'adéquation entre le projet et la tranche d'âge visée.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 29. Pour justifier de l'utilisation de la bourse, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° soit l'ouvrage édité ;
- 2° soit un rapport détaillé sur l'état d'avancement du projet et, s'il échet, sur les motifs de l'échec ou de l'abandon de celui-ci.

Section 5. — La bourse de résidence

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 30. La bourse de résidence est destinée à permettre la participation d'un auteur à une résidence d'écriture :

- 1° soit dans un centre de création littéraire ou dramatique reconnu par la Communauté française ;
- 2° soit dans le cadre d'un partenariat conclu entre un opérateur culturel et la Communauté française ;
- 3° soit dans des lieux mis à leur disposition directement par la Communauté française.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 31. Dans l'hypothèse visée à l'article 30, 1°, l'auteur doit produire une invitation officielle d'un lieu de résidence reconnu par la Communauté française et une attestation confirmant qu'il ne bénéficie pas d'une autre bourse pour son séjour.

Art. 32. La durée de résidence est de deux mois maximum.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 33. Par dérogation à l'article 8, l'octroi des bourses de résidence visées à l'article 30, 1° et 2°, ne fait pas l'objet d'un avis préalable de la Commission. Pour ces bourses, les demandes recevables sont traitées dans l'ordre de leur arrivée, jusqu'à épuisement des crédits affectés.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 34. Pour justifier de l'utilisation de la bourse, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° soit l'ouvrage publié ;
- 2° soit un rapport détaillé sur l'état d'avancement du projet et, s'il échet, sur les motifs de l'échec ou de l'abandon de celui-ci.

CHAPITRE 3. — Des aides au projet

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 35. Il existe huit types d'aides au projet :

- 1° l'aide aux structures de création littéraire ;
- 2° l'aide à l'édition ;
- 3° l'aide à la diffusion et à la promotion littéraires ;
- 4° l'aide à la librairie ;
- 5° l'aide aux activités d'appropriation et de promotion du français et aux activités de créativité linguistique ;
- 6° l'aide à la publication de recherches scientifiques sur la langue française ;
- 7° l'aide à l'appropriation, à la promotion et à la diffusion des langues régionales endogènes ;
- 8° l'aide aux activités d'appropriation, de promotion et de médiation des pratiques de lecture.

Art. 36. Complémentaire aux objectifs généraux visés à l'article 2, le régime des aides au projet a pour but de :

- 1° soutenir l'émergence de projets innovants, durables et variés en termes de création, de diffusion et de promotion des lettres, ainsi qu'en termes d'appropriation et de promotion des pratiques langagières et des pratiques de lecture ;
- 2° favoriser la mise en réseau des auteurs, des œuvres et des professionnels de la filière du livre.

Section 2. — L'aide aux structures de création littéraire

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 37. L'aide aux structures de création littéraire est destinée à soutenir l'organisation de résidences, d'ateliers ou d'accompagnements à l'écriture à destination des auteurs de la Communauté française.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 38. Le demandeur doit être une personne physique ou morale répondant aux conditions de l'article 6.

Art. 39. Les résidences doivent s'adresser à des auteurs de la Communauté française. Les ateliers ou accompagnements à l'écriture doivent être animés par un auteur de la Communauté française et s'adresser à un public adulte, dans une optique de professionnalisation.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 40. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet ;
- 2° la cohérence du budget, et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 41. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° un calendrier et une description critique des activités menées ;
- 2° les comptes de dépenses et de recettes du projet.

Section 3. — L'aide à l'édition

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 42. § 1^{er}. L'aide à l'édition est destinée à soutenir la publication :

- 1° de créations littéraires ;
- 2° d'ouvrages philologiques en ou sur les langues régionales endogènes ;
- 3° des revues de création littéraire de la Communauté française ;
- 4° des revues de création littéraire consacrant dans chacun de leur numéro un volet significatif dédié aux créations littéraires de la Communauté française ;
- 5° des revues générales consacrant dans chacun de leur numéro un volet significatif dédié aux créations littéraires de la Communauté française ;
- 6° des revues consacrées aux langues régionales endogènes.

§ 2. Elle couvre la publication soit d'un seul titre dans tous les domaines et catégories, hormis celles du roman, du recueil de nouvelles et de l'essai, soit d'un programme éditorial de maximum quatre titres, soit à titre exceptionnel des œuvres complètes d'un auteur de la Communauté française ou d'une étude remarquable dédiée à un auteur de la Communauté française.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 43. Les aides à l'édition sont réservées aux éditeurs répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 4. Par dérogation à l'article 6, § 2, 3°, les revues éditées à l'étranger sont éligibles au soutien prévu à l'article 42, § 1^{er}, 4° et 5°.

Art. 44. Un éditeur ne peut introduire qu'une seule demande d'aide à l'édition par an.

Art. 45. Hormis pour les revues, l'aide dédiée à l'édition d'un ouvrage ne peut dépasser 50% des frais de production dudit ouvrage.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 46. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle de l'ouvrage ou du programme éditorial ;
- 2° sa capacité de rayonnement ;
- 3° la place accordée aux auteurs et autrices de la Communauté française, en particulier à ceux et celles qui n'ont pas encore été publiés, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
- 4° la cohérence du budget et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée, avec une attention particulière à la rémunération des auteurs ;
- 5° pour la littérature de jeunesse, l'adéquation entre le projet et la tranche d'âge visée ;
- 6° l'attention réservée aux impacts environnementaux et sociaux de la production et de la commercialisation des ouvrages faisant l'objet de la demande.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 47. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° trois exemplaires au minimum de l'ouvrage ou du programme éditorial édité ;
- 2° les comptes de recettes et de dépenses du projet en précisant les rémunérations et avantages éventuels versés aux auteurs.

Section 4. — L'aide à la diffusion et à la promotion littéraires

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 48. L'aide à la diffusion et à la promotion littéraires est destinée à soutenir l'organisation d'événements littéraires (festivals, rencontres, salons, expositions) et d'actions de promotion des auteurs de la Communauté française et de leurs créations.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 49. Le demandeur doit être une personne physique ou morale répondant aux conditions de l'article 6.

L'aide n'est pas compatible avec un soutien à l'organisation de rencontres artistiques accordé en vertu du décret relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 50. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet ;
- 2° sa capacité de rayonnement ;
- 3° la place accordée aux auteurs et autrices de la Communauté française dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;

4° la cohérence du budget et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée, avec une attention particulière à la rémunération des intervenants ;

5° l'adéquation entre le projet et le(s) public(s) visé(s), et, si le projet vise un public scolaire, son adéquation aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 51. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

1° un calendrier et une description critique des activités menées ;

2° les comptes de recettes et de dépenses du projet.

Section 5. — L'aide à la librairie

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 52. L'aide à la librairie est destinée à soutenir :

1° l'organisation d'animations littéraires ;

2° la participation à une formation professionnelle ou à l'organisation d'une formation professionnelle en lien avec l'activité de libraire ;

3° l'usage d'un outil bibliographique.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, consiste en un forfait par animation et est plafonnée.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est variable et couvre maximum 75% des frais de la formation.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, consiste en un forfait annuel.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 53. Les aides prévues par la présente section sont réservées aux librairies disposant du label de qualité octroyé en vertu du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité.

Art. 54. L'aide à l'organisation d'animations littéraires peut être soutenue aux conditions suivantes :

1° la demande doit couvrir au minimum trois animations au cours d'une même année civile ou scolaire ;

2° les animations doivent être organisées par la librairie, en présentiel ou en ligne ;

3° les animations doivent avoir pour unique objet la promotion d'un livre et de son auteur ; l'auteur concerné doit répondre aux conditions de recevabilité de l'article 6, §§ 2 et 3 ;

4° les animations doivent être menées par un animateur professionnel, interne ou externe à la librairie ;

5° les animations doivent permettre un échange avec le public participant ;

6° les animations doivent faire l'objet d'une publicité spécifique ;

7° les séances de dédicaces ne sont pas éligibles, sauf pour ce qui concerne les créations littéraires illustrées (bande dessinée, romans graphiques, beaux livres et albums jeunesse) ;

8° les frais inhérents aux animations ne peuvent pas être mis à la charge de l'auteur promu ou invité.

Art. 55. L'aide à l'organisation d'animations littéraires n'est pas compatible avec un soutien à l'organisation de rencontres artistiques accordé en vertu du décret relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française.

Art. 56. Une librairie ne peut solliciter une aide que pour un seul outil bibliographique par an.

Cet outil peut consister soit en un abonnement à une base de données, soit à un abonnement à un magazine professionnel.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 57. Par dérogation à l'article 8, les aides à la librairie ne font pas l'objet d'un avis préalable de la Commission.

Les demandes recevables sont traitées dans l'ordre de leur arrivée, jusqu'à épuisement des crédits affectés.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 58. Afin de permettre la liquidation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

1° en cas d'animation littéraire : les éléments probants attestant de la tenue de l'animation (programme, affiche, carton d'invitation, articles de presse, photos, captures d'écran, lettres de nouvelles, etc.) ;

2° en cas de formation :

a) une copie de la facture et la preuve de son paiement ;

b) un rapport de formation ;

3° en cas d'abonnement à un outil bibliographique, une copie de la facture et la preuve de son paiement.

Section 6. — L'aide aux activités d'appropriation et de promotion du français et aux activités de créativité linguistique

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 59. L'aide visant les activités d'appropriation et de promotion du français et les activités de créativité linguistique est destinée à soutenir les activités culturelles créatives liées à l'expression écrite ou orale qui renforcent les compétences linguistiques et qui améliorent la pratique du français par les publics visés.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 60. Pour pouvoir bénéficier d'une aide visant les activités d'appropriation et de promotion du français ou les activités de créativité linguistique, l'opérateur demandeur doit, outre les conditions générales visées à l'article 6, § 2 :

- 1° faire état d'une expérience probante dans le domaine de l'appropriation du français par les pratiques culturelles, ou s'engager à recourir à une personne disposant d'une telle expérience pour l'animation des activités concernées ;
- 2° mener les activités concernées en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° s'adresser, pour les activités concernées, aux personnes francophones ou allophones, disposant au minimum du Certificat d'Études de Base ou de compétences équivalentes ;
- 4° cibler préférentiellement des publics éloignés de la culture.

Art. 61. Sont exclus du bénéfice des aides visant les activités d'appropriation et de promotion du français et les activités de créativité linguistique :

- 1° les établissements scolaires, qu'ils soient subventionnés ou non par la Communauté française ;
- 2° les opérateurs proposant des formations en alphabétisation organisés, reconnus, agréés ou subventionnés par la Communauté française, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ou la Région wallonne.

Art. 62. Un opérateur demandeur ne peut bénéficier que d'une seule aide visant les activités d'appropriation et de promotion du français et les activités de créativité linguistique par an.

L'aide n'est pas compatible avec un soutien à l'organisation de rencontres artistiques accordé en vertu du décret relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 63. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet, une attention particulière étant accordée à :
 - a) la dimension créative des activités d'appropriation linguistique ;
 - b) l'implication active des participants dans le déroulement et l'évaluation du projet ;
- 2° la capacité de rayonnement du projet ;
- 3° la cohérence du budget et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée ;
- 4° l'adéquation entre le projet et le(s) public(s) visé(s), une attention particulière étant accordée aux projets visant les publics fragilisés ou allophones, et, si le projet vise un public scolaire, son adéquation avec les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 64. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration, dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° un calendrier et une description critique des activités menées grâce à l'aide au projet ;
- 2° les comptes de recettes et de dépenses du projet.

Section 7. — L'aide à la publication de recherches scientifiques sur la langue française

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 65. L'aide relative à la publication de recherches scientifiques sur la langue française est destinée à soutenir les projets de recherches qui visent un ou plusieurs des objectifs suivants :

- 1° accompagner l'évolution de la langue par la recherche terminologique ;
- 2° faciliter la rédaction claire ou la compréhension de textes ;
- 3° proposer des dispositifs didactiques pour des personnes allophones ou en situation d'apprentissage de la langue.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 66. Le demandeur doit être une personne physique ou morale répondant aux conditions de l'article 6 et faire état d'une expérience probante dans les domaines de la terminologie, de la lisibilité ou de la didactique du français en contexte multilingue.

Art. 67. Les projets soutenus dans le cadre de cette aide doivent aboutir à une publication.

Art. 68. Un opérateur demandeur ne peut bénéficier que d'une seule aide relative à la publication de recherches scientifiques sur la langue française par an.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 69. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité du projet en termes :
 - a) d'originalité et de rigueur scientifique de la démarche ou des analyses proposées ;
 - b) de quantité et de qualité des données collectées sur la langue, ses effets ou ses usages ;
 - c) de pédagogie et de reproductibilité des modèles et outils développés dans le cadre du projet ;
- 2° la cohérence du budget et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée ;
- 3° l'adéquation entre le projet et le(s) public(s) visé(s), une attention particulière étant accordée aux projets visant les publics fragilisés et/ou allophones.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 70. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° au minimum trois exemplaires de la publication ;
- 2° les comptes de recettes et de dépenses du projet.

Section 8. — L'aide à l'appropriation, à la promotion et à la diffusion des langues régionales endogènes

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 71. L'aide à l'appropriation, à la promotion et à la diffusion des langues régionales endogènes est destinée à soutenir :

- 1° les activités d'appropriation ou de réappropriation des langues régionales endogènes, à l'exception des activités organisées dans le cadre scolaire ;
- 2° l'organisation de conférences ou de colloques consacrés aux langues régionales endogènes, à leur pédagogie ou à leur littérature ;
- 3° l'organisation de formations à l'activité de médiateur linguistique spécialisé dans la médiation des langues régionales endogènes ;
- 4° l'élaboration de plateformes numériques dédiées à l'appropriation, à la promotion ou à la diffusion des langues régionales endogènes ;
- 5° la création d'outils pédagogiques visant l'appropriation ou la réappropriation des langues régionales endogènes, en ce compris la création de dispositifs ludiques visant ces objectifs.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 72. Le demandeur doit être une personne physique ou morale répondant aux conditions de l'article 6 et faire état d'une expérience probante dans le domaine de la médiation linguistique.

Art. 73. Sont exclus du bénéfice de ces aides les projets en langues régionales endogènes relevant des domaines des arts de la scène, du cinéma, de la création radiophonique ou de la création audiovisuelle.

L'aide n'est pas compatible avec un soutien à l'organisation de rencontres artistiques accordé en vertu du décret relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 74. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité culturelle, scientifique ou pédagogique du projet ;
- 2° sa capacité de rayonnement ;
- 3° la cohérence du budget et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée ;
- 4° l'adéquation entre le projet et le(s) public(s) visé(s) et, si le projet vise un public scolaire, son adéquation avec les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 75. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° un calendrier et une description critique des activités menées grâce à l'aide au projet ;
- 2° les comptes de dépenses et de recettes du projet ;
- 3° dans le cas d'une publication, au minimum trois exemplaires de celle-ci.

Section 9. — L'aide aux activités d'appropriation, de promotion et de médiation des pratiques de lecture

Sous-section 1^{re}. — Objet

Art. 76. L'aide aux activités d'appropriation, de promotion et de médiation des pratiques de lecture vise des activités relevant d'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- 1° la réalisation d'outils de promotion de la lecture ;
- 2° l'organisation de formations destinées aux personnels de la petite enfance, de l'éducation ou aux spécialistes de la promotion de la lecture ;
- 3° l'organisation d'opérations ou d'évènements ponctuels ou récurrents de promotion de la lecture.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 77. Le demandeur doit être une personne physique ou morale répondant aux conditions de l'article 6.

Art. 78. Sont exclus du bénéfice de cette aide les opérateurs reconnus dans le cadre :

- 1° du décret relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la Lecture et les bibliothèques publiques du 30 avril 2009 ;
- 2° du décret relatif au développement de l'action d'Éducation permanente dans le champ de la vie associative du 17 juillet 2003.

Art. 79. Pour être soutenues, les activités concernées doivent mobiliser des publications d'auteurs ou d'éditeurs de la Communauté française.

Art. 80. Un opérateur demandeur ne peut bénéficier que d'une seule aide à l'appropriation, à la promotion et à la médiation des pratiques de lecture par an.

L'aide n'est pas compatible avec un soutien à l'organisation de rencontres artistiques accordé en vertu du décret relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française.

Sous-section 3. — Critères d'appréciation

Art. 81. Pour évaluer la demande de ce type d'aide au projet, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet ;
- 2° sa capacité de rayonnement ;
- 3° la place accordée aux acteurs de la chaîne du livre en Communauté française, en particulier les auteurs et les autrices, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
- 4° la cohérence du budget et l'adéquation entre le projet et le montant de l'aide sollicitée ;
- 5° l'adéquation entre le projet et le(s) public(s) visé(s), avec une attention particulière pour les publics fragilisés et, si le projet vise un public scolaire, son adéquation avec les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes.

Sous-section 4. — Justificatifs

Art. 82. Pour justifier de l'utilisation de l'aide, le bénéficiaire transmet à l'Administration dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi :

- 1° un calendrier et une description critique des activités menées grâce à l'aide au projet ;
- 2° les comptes de dépenses et de recettes du projet.

CHAPITRE 4. — *Des conventions*Section 1^{re}. — *Objet*

Art. 83. Complémentaire aux objectifs généraux visés à l'article 2, le régime des conventions a pour objectif d'offrir aux opérateurs visés à l'article 3 un soutien pluriannuel permettant de consolider leurs activités.

Art. 84. La convention a pour objet une ou plusieurs des activités suivantes :

- 1° l'appropriation, la protection, l'étude, l'enrichissement ou la promotion, y compris sur le plan international, de la langue française et des langues régionales endogènes, tels que pratiquées en Communauté française ;
- 2° le développement des pratiques langagières ou la promotion de la diversité linguistique ;
- 3° la promotion et la diffusion de la création littéraire en langue française ou en langues régionales endogènes ;
- 4° l'appropriation, la promotion et la médiation des pratiques de lecture ;
- 5° l'édition en langue française ou en langues régionales endogènes ;
- 6° la conservation ou la valorisation, y compris sur le plan international, de publications d'auteurs ou d'éditeurs de la Communauté française ;
- 7° la réalisation de services d'intérêt général concourant aux objectifs visés à l'article 2 au bénéfice :
 - a) soit de l'ensemble ou d'une partie significative des opérateurs visés à l'article 3 ;
 - b) soit des publics ou d'une partie significative des publics de la Communauté française.

Section 2. — *Conditions d'octroi*

Art. 85. Pour bénéficier d'une convention, l'opérateur doit :

- 1° être une personne morale répondant aux conditions de l'article 6 ;
- 2° faire état d'une expérience probante de minimum cinq années dans le domaine couvert par la convention ;
- 3° avoir bénéficié, au cours des cinq années qui précèdent la demande, au minimum de deux aides au projet accordées en vertu du présent chapitre ou d'un autre dispositif de soutien contribuant aux objectifs visés à l'article 2 ;
- 4° tenir la comptabilité et établir ses comptes, conformément à l'article 3:47 du Code des sociétés et des associations et au Livre III du Code de droit économique ;
- 5° s'il s'agit d'une première convention, être en équilibre financier ; s'il s'agit d'un renouvellement et que l'opérateur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement ;
- 6° respecter les conditions auxquelles la Partie III du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle subordonne le bénéfice des subventions structurelles ;
- 7° ne pas bénéficier d'un subventionnement structurel en vertu d'un autre dispositif adopté dans le cadre des politiques culturelles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, le bénéficiaire de la convention peut être une association de fait sans personnalité juridique à condition :

- 1° d'être constituée uniquement de personnes morales répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, 1° et 4° à 6° ; au moins l'une d'entre elles doit en outre répondre aux conditions de l'alinéa 1^{er}, 2° et 3 ;
- 2° que les membres de l'association de fait aient formalisé par écrit leur collaboration par le biais d'une convention ;
- 3° que les membres de l'association de fait aient formellement désigné l'un d'eux pour assurer la coordination et représenter l'ensemble vis-à-vis du Gouvernement.

Section 3. — *Contenu de la demande et critères d'appréciation*

Art. 86. La demande de convention comprend :

- 1° en cas de première convention, une présentation synthétique de l'historique de l'opérateur comprenant les éléments suivants :
 - a) la structure administrative générale de l'opérateur et, le cas échéant, l'identification de ses différentes composantes ;
 - b) une description de ses activités, en précisant si elles ont été soutenues par la Communauté française et en identifiant les partenaires éventuels ;

c) le bilan et les comptes de résultats de l'exercice comptable précédant le dépôt du dossier.

2° pour la période visée par la demande, une note d'intention explicitant :

- a) le projet et les axes de développement envisagés ;
 - b) en quoi celui-ci répond aux critères d'appréciation et objectifs fixés par le décret ;
 - c) la plus-value d'un soutien structurel en termes de développement du projet ;
- 3° le budget prévisionnel du projet, accompagné d'une note de présentation.

En cas de renouvellement, la demande comprend :

- 1° un rapport d'évaluation du projet défini dans la convention en cours ;
- 2° une actualisation des éléments mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Art. 87. Pour évaluer la demande de convention, la Commission s'appuie sur les critères suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet ;
- 2° sa capacité de rayonnement ;
- 3° la place accordée aux acteurs de la filière du livre en Communauté française, en particulier les auteurs et les autrices, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
- 4° la plus-value du soutien structurel en termes de développement du projet ;
- 5° l'adéquation entre le projet et les modalités budgétaires de celui-ci, avec une attention particulière à la rémunération des auteurs et autrices le cas échéant ;
- 6° l'adéquation entre le projet et le(s) public(s) visé(s) et, si le projet vise un public scolaire, son adéquation avec les objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ;
- 7° l'impact du projet sur l'exercice par les publics de leurs libertés et droits culturels ;
- 8° l'attention réservée aux impacts environnementaux et sociaux des activités menées, le cas échéant.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes.

Section 4. — Contenu et durée de la convention

Art. 88. La convention contient les éléments suivants :

- 1° la période couverte par la convention ;
- 2° l'objet de la subvention et, en particulier :
 - a) le ou les domaines d'activités parmi ceux visés à l'article 84 ;
 - b) la description du projet soutenu, adapté au regard du montant effectivement alloué ;
- 3° les modalités d'octroi de la subvention et, en particulier :
 - a) le montant accordé annuellement ;
 - b) les modalités de liquidation ;
- 4° les modalités d'évaluation du projet, et en particulier le contenu et les modalités de remise des justificatifs et du rapport final d'évaluation ;
- 5° les engagements de l'opérateur en termes d'équilibre financier ;
- 6° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française, en ce compris les modalités d'établissement d'un plan d'assainissement s'il y a lieu ;
- 7° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement de la convention.

Art. 89. S'il s'agit d'une première convention, elle couvre une période de 3 ans. S'il s'agit d'un renouvellement, la convention couvre une période de 5 ans.

Section 5. — Justificatifs

Art. 90. Pour justifier de l'utilisation de sa subvention annuelle, le bénéficiaire transmet à l'Administration au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier :

- 1° un rapport détaillant les activités menées grâce à la subvention au cours de l'exercice écoulé ;
- 2° le bilan et les comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur, ainsi que les comptes annuels de dépenses et de recettes du projet si ceux-ci diffèrent des comptes de l'opérateur lui-même ;
- 3° une note de présentation des comptes, explicitant la répartition des montants et la manière dont les bilans et comptes de l'opérateur s'articulent avec les comptes de dépenses et de recettes du projet, le cas échéant ;
- 4° une actualisation du budget prévisionnel des activités développées dans le cadre de la convention, le cas échéant.

Art. 91. Le bénéficiaire transmet à l'Administration un rapport d'évaluation, comprenant un calendrier et une description critique des activités menées grâce à la convention :

- 1° soit au moment de l'introduction de sa demande de renouvellement ;
- 2° soit, à défaut, dans les six mois qui suivent la clôture de la convention.

TITRE III. — DES PRIX

Art. 92. En vue de reconnaître leurs mérites, le Gouvernement peut accorder des prix aux opérateurs visés à l'article 3 répondant aux conditions de recevabilité de l'article 6.

Le Gouvernement arrête les conditions et modalités d'octroi des prix dans le respect des principes suivants :

- 1° le montant accordé est compris entre 1.000 et 15.000 euros ;

2° un prix peut être accordé soit annuellement, soit tous les trois ans, soit tous les cinq ans ;

3° les prix sont accordés sur proposition de la Commission ou d'un jury, dont la composition est fixée par le Gouvernement sur proposition de l'Administration.

TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 93. Dans l'article 76, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, le *b)* est remplacé par ce qui suit : « *b)* la promotion et la protection de la langue française et des langues régionales endogènes ; ».

Dans le même point 1°, il est inséré un *g)* rédigé comme suit :

« *g)* l'appropriation, la promotion et la médiation des pratiques de lecture, à l'exclusion de ce qui relève de la Lecture publique ou de l'Éducation permanente ».

Art. 94. Sont abrogés :

1° la loi du 18 août 1947 relative au Fonds national de la Littérature ;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988 fixant les modalités de l'aide à l'édition dans la Communauté française ;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991 fixant les modalités de l'aide à la librairie dans la Communauté française.

Art. 95. Les projets subventionnés dans les domaines visés à l'article 48 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle avant l'entrée en vigueur du présent décret restent régis jusqu'à leur conclusion par les règles applicables au moment de l'octroi desdites subventions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 688-1. – Amendement(s) en commission, n° 688-2. – Rapport de commission, n° 688-3. – Amendement(s) en séance, n° 688-4. – Texte adopté en séance plénière, n° 688-5
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 3 avril 2024.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/004443]

4 APRIL 2024. — Decreet inzake de subsidiëring van de professionele sectoren van de Talen, de Letteren en het Boek (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — DEFINITIES, TOEPASSINGSGBIED EN ALGEMENE BEGINSELEN

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "Administratie": de Regeringsdiensten die betrokken zijn bij de sectoren die onder dit decreet vallen;

2° "auteur van de Franse Gemeenschap": een auteur die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6, § 2 en 3;

3° "Overlegraad": de Overlegraad voor Schrijfopdrachten en Boek, zoals bedoeld in artikel 48 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

4° "Commissie": de Schrift- en Boekcommissie zoals bedoeld in artikel 76 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

5° "literaire creatie van de Franse Gemeenschap": elke literaire creatie afkomstig van een auteur die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6, § 2 en 3;

6° "financiële onbalans": de situatie waarin een operator aan het einde van een jaarlijks boekjaar een negatief cumulatief resultaat voorlegt waarvan het bedrag ten minste 10% van alle gedurende dat boekjaar geregistreerde opbrengsten bedraagt of ten minste 5% indien de totale opbrengsten per jaar meer dan 1.750.000 euro bedragen;

7° "culturele diversiteit": een veelheid aan vormen waarin de culturen van individuen, groepen en samenlevingen tot uitdrukking komen, in de verschillende wijzen van artistieke creatie, productie, verspreiding, distributie en genieten van cultuuruitingen;

8° "uitgever van de Franse Gemeenschap": een uitgever die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6, § 2 en 4;

9° "in de Franse Gemeenschap": in het Franstalige gewest of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

10° "boekjaar": boekjaar dat een kalenderjaar bestrijkt;

11° "interculturaliteit": de dynamische en interactieve processen (uitwisselingen, mengelingen) tussen groepen of individuen met verschillende en/of meerdere culturen. Het doel is wederzijds begrip en de opbouw van een gemeenschappelijke wereld;

12° "het Handvest": het Handvest dat is goedgekeurd door de Regering en dat de goede praktijken vaststelt voor het creëren en publiceren van boeken of tijdschriften, met name met betrekking tot:

a) de redactionele lijn;

b) de aansprakelijkheid voor de gepubliceerde inhoud;

c) de overdracht en vergoeding van auteursrechten;

d) het redactionele werk om de kwaliteit en de opmaak van de publicatie te waarborgen;

e) het wettelijk depot van publicaties en de vermelding in professionele databases;

f) de opstelling en verspreiding van catalogi, alsmede de promotie van publicaties;

g) de organisatie van de verspreiding en distributie van publicaties;

h) het archiveren van publicaties;

i) de naleving van de gebruiken en wettelijke vereisten van het beroep, in het bijzonder in de relaties van de uitgever met de auteurs, andere uitgevers, onderaannemers, distributiekanalen, boekhandels en bibliotheken;

13° "talen": de Franse taal en de endogene gewestelijke talen;

14° "endogene gewestelijke talen": de endogene gewestelijke talen die in de Franse Gemeenschap worden gebruikt, zoals Champenois, Lotharings, Picardisch, Waals, Brussels Brabants, Karolingisch Frankisch en Luxemburgs (of Moezelfrankisch);

15° "letteren" of "literaire creatie": alle werken die bestaan uit teksten en/of beelden en die uitsluitend of hoofdzakelijk in het Frans of in de endogene gewestelijke talen zijn samengesteld. Deze creaties omvatten producties in de categorieën van proza (inclusief essay), poëzie (inclusief voorgedragen poëzie), populariserend essay over humane wetenschappen, strip, jeugdliteratuur, theatertekst, recensie, album, beeldroman, manga, fanzine, literaire inhoud van tijdschriften of enige andere literaire vorm, inclusief opkomende of toekomstige vormen;

16° "culturele vrijheden en rechten": de culturele vrijheden en rechten die met name zijn vastgelegd in artikel 27 van de Universele Verklaring van de rechten van de mens, artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, artikelen 13, 22 en 25 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, artikel 31 van het Verdrag van New York inzake de rechten van het kind, artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet en de Verklaring van Fribourg over de culturele rechten;

17° "boek": gedrukt of digitaal boek, en de verschillende subcategorieën ervan, in de zin van artikel 2 van het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de culturele bescherming van het boek;

18° "luisterboek": geluidsopname van een literaire creatie;

19° "doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject": de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, evenals de strategieën, de doelstellingen, het programma en de kalender gedefinieerd in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek;

20° "operator": natuurlijke persoon of rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 3;

21° "saneringsplan": contract gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een operator ter vaststelling van de opheffingsmodaliteiten van een financieel tekort;

22° "financieel plan": document dat het geraamde budget voor de activiteit bepaalt, waarin de uitgaven voor de werkingskosten, voor de terugbetaling en bezoldiging van het personeel en in voorkomend geval voor de auteursrechten worden vermeld, alsmede de financiële steun die door een overheidsinstantie wordt toegekend en de eigen inkomsten;

23° "eigen inkomsten": alle inkomsten van een operator, met uitzondering van de subsidies die door een overheidsinstantie worden toegekend;

24° "tijdschrift voor literaire creatie": periodieke schriftelijke of audio-, fysieke of digitale drager van een literaire creatie.

Art. 2. Dit decreet en de steunregelingen waarin het voorziet, hebben de volgende algemene doelstellingen:

1° de literaire creatie in al haar vormen ondersteunen en de artistieke vrijheid, opkomst en excellentie en de culturele diversiteit garanderen;

2° de letteren, het boek en het lezen toegankelijker maken, met name door ontmoetingen tussen de doelgroepen en de auteurs en hun werken te stimuleren;

3° de Franse taal, het gebruik en de toe-eigening ervan bevorderen, de endogene gewestelijke talen en de taalkundige diversiteit beschermen en bevorderen;

4° de actoren van de boekensector, hun professionalisering, hun ontwikkeling en hun uitstraling ondersteunen en bevorderen, met inachtneming van gendergelijkheid en de waarden van interculturaliteit;

5° de innovatie en de opkomst van nieuwe operatoren en nieuwe praktijken in de professionele sectoren van de talen, de letteren en het boek bevorderen;

6° het boekenecosysteem en zijn netwerk en diversiteit consolideren in een geest van interprofessionele solidariteit door te zorgen voor synergieën en medefinanciering met andere ondersteunende beleidsmaatregelen van de Gemeenschap, met andere Belgische of internationale overheidsinstanties;

7° bijdragen aan een eerlijke bezoldiging van de actoren in de boekensector.

Art. 3. Dit decreet is gericht op:

1° natuurlijke personen die een bezoldigde activiteit uitoefenen die in een of meer van de volgende categorieën valt, zonder dat die activiteit noodzakelijkerwijs hun belangrijkste bron van inkomsten vormt:

- a) de toe-eigening, studie, verrijking en promotie van de Franse taal en de endogene gewestelijke talen, zoals ze worden gebruikt in de Franse Gemeenschap, ook op internationaal niveau;
 - b) de ontwikkeling van taalpraktijken of de bevordering van taalkundige diversiteit;
 - c) literaire creatie in het Frans of in de endogene gewestelijke talen;
 - d) het uitgeven in het Frans of in de endogene gewestelijke talen;
 - e) het behoud of de valorisatie van publicaties van auteurs of uitgevers van de Franse Gemeenschap, ook op internationaal niveau;
 - f) het structureren en professionaliseren van de actoren in de boekensector;
 - g) de verkoop van boeken in boekhandels;
 - h) de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken;
- 2° privaatrechtelijke rechtspersonen waarvan het maatschappelijk doel onder een of meer van de in punt 1° genoemde categorieën valt;

3° privaatrechtelijke rechtspersonen of overheidsinstanties die opdrachten van algemeen belang vervullen die bijdragen tot de in artikel 2 genoemde doelstellingen ten behoeve van:

- a) hetzij alle of een aanzienlijk deel van de onder 1° en 2° bedoelde operatoren;
- b) hetzij de doelgroepen of een aanzienlijk deel van de doelgroepen van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Voor de toepassing van dit decreet voorziet de Regering een minimaal jaarbudget van 2.620.000 euro voor structurele steun en een minimaal jaarbudget van 1.567.000 euro voor eenmalige steun.

Het budget voor structurele steun wordt elk jaar op 1 januari geïndexeerd volgens de evolutie van de gezondheidsindex. De Regering specificeert de toepasselijke indexeringsformule.

De financiële steun en prijzen worden toegekend binnen de grenzen van de in lid 1 bedoelde begrotingskredieten. De Commissie formuleert haar voorstellen binnen deze grenzen.

TITEL II. — FINANCIËLE STEUN

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 5. Teneinde bij te dragen aan de in artikel 2 genoemde doelstellingen, kan de Regering drie soorten financiële steun toekennen:

- 1° een beurs voor een bedrag van 1.750 tot 60.000 euro;
- 2° projectsteun voor een bedrag van 500 tot 150.000 euro;
- 3° een overeenkomst voor een jaarlijks bedrag van 5.000 tot 400.000 euro.

Art. 6. § 1. Om in aanmerking te komen voor de financiële steun waarin deze titel voorziet, moeten aanvragende operatoren zowel voldoen aan de algemene voorwaarden van paragraaf 2 als aan de specifieke voorwaarden van de categorie waartoe zij behoren.

§ 2. Om aan de algemene ontvankelijkheidsvoorwaarden te voldoen, moet een operator:

- 1° een natuurlijke persoon, een privaatrechtelijke rechtspersoon of een overheidsinstantie zijn zoals bedoeld in artikel 3;
- 2° in het geval van een natuurlijke persoon, de Belgische nationaliteit hebben of sinds ten minste drie jaar voornamelijk in België woonachtig zijn en zijn of haar statuut van fiscale woonplaats in België kunnen aantonen op het moment van indiening van de aanvraag voor financiële steun;
- 3° in het geval van een rechtspersoon, een maatschappelijke zetel en een bedrijfszetel hebben in het Franstalige gewest of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 4° in het geval van een overheidsinstantie, gevestigd zijn in het Franstalige gewest of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 5° zijn activiteiten uitvoeren in het Frans of in een endogene gewestelijke taal.

§ 3. Om te voldoen aan de hen betreffende bijzondere ontvankelijkheidsvoorwaarden, moeten auteurs ten minste één literaire creatie hebben geproduceerd:

- 1° gepubliceerd in eigen naam of met maximaal drie andere auteurs in het geval van een collectieve literaire creatie;
- 2° en ofwel gepubliceerd in overeenstemming met het Handvest ofwel, in het geval van theaterteksten, verspreid door een cultureel centrum, een plaats van verspreiding, een plaats van creatie, een festival of een centrum voor podiumkunsten erkend door de Franse Gemeenschap.

§ 4. Om te voldoen aan de hen betreffende bijzondere ontvankelijkheidsvoorwaarden, moeten uitgevers:

- 1° hoofdzakelijk de in artikel 3 bedoelde werkzaamheden verrichten;
- 2° zich houden aan het Handvest.

§ 5. Om te voldoen aan de hen betreffende bijzondere ontvankelijkheidsvoorwaarden, moeten boekhandelaars beschikken over het kwaliteitslabel toegekend krachtens het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels.

Art. 7. De begunstigden van de financiële steun bezorgen de Administratie de vereiste bewijsstukken in de door de Regering vastgestelde vormen en modaliteiten. Als ze niet de nodige bewijsstukken indien, kunnen begunstigden geen aanspraak maken op enige andere financiële steun.

Art. 8. De Regering stelt de procedure vast voor de toekenning, de weigering en, in voorkomend geval, de verlenging van de in dit decreet voorziene financiële steun in overeenstemming met de hierna omschreven beginselen:

- 1° de Administratie stelt aan aanvragers voor elk type steun een vademecum ter beschikking waarin de voorwaarden en de toekenningsprocedure worden vermeld, met name de in te dienen documenten;

2° de operator dient zijn aanvraag in bij de Administratie door middel van een naar behoren ingevuld formulier en voegt er alle vereiste documenten bij, op straffe van niet-ontvankelijkheid;

3° de Administratie bevestigt de ontvangst van de aanvraag overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten en termijnen;

4° de Commissie brengt een advies uit in overeenstemming met de modaliteiten en termijnen voorzien in het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

5° de Administratie dient bij de Regering een met redenen omkleed voorstel voor een beslissing in met in de bijlage het advies van de Commissie;

6° de Administratie deelt de beslissing mee aan de aanvrager, met vermelding van de rechtsmiddelen.

Art. 9. De modaliteiten voor het wijzigen, opschorten en beëindigen van overeenkomsten worden door de Regering vastgesteld in overeenstemming met de onderstaande beginselen:

1° de Administratie dient bij de Regering een met redenen omkleed voorstel in voor een beslissing tot opschorting of beëindiging wanneer de operator niet voldoet aan de voorwaarden van de overeenkomst waarvan hij of zij begunstigde is;

2° overeenkomsten kunnen niet langer dan een jaar worden opgeschort; de opschorting moet binnen deze periode worden bevestigd of ongedaan gemaakt door een beslissing tot beëindiging, wijziging of hervatting waarvan de Regering kennis geeft;

3° de operator heeft het recht om opmerkingen te maken of te vragen door de Administratie te worden gehoord.

HOOFDSTUK 2. — *Beurzen*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 10. Er zijn vier soorten beurzen:

1° de aanmoedigingsbeurs;

2° de projectbeurs;

3° de creatiebeurs;

4° de residentiebeurs.

Art. 11. Naast de algemene doelstellingen van artikel 2, beoogt de beursregeling:

1° auteurs te ondersteunen bij de ontwikkeling van hun professionele loopbaan;

2° de opkomst van nieuwe auteurs te bevorderen;

3° de ontwikkeling van nieuwe vormen van literaire creatie aan te moedigen;

4° het proces van literaire creatie zichtbaar te maken en te valoriseren, door auteurs de mogelijkheid te bieden tijd vrij te maken voor de realisatie van hun projecten in degelijke professionele omstandigheden.

Beurzen vormen geen vervangingsinkomen.

Art. 12. Beurzen zijn voorbehouden aan auteurs die voldoen aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van artikel 6, § 2 en 3.

Docenten of onderzoekers komen niet in aanmerking voor een beurs voor een essay of recensie die rechtstreeks verband houdt met hun onderzoeks- of onderwijsgebied.

Art. 13. § 1. Eenzelfde literaire creatie kan slechts profiteren van één enkele beurs voor de realisatie ervan, ongeacht de categorie.

§ 2. Eenzelfde aanvrager mag geen nieuwe beursaanvraag indienen vóór het verstrijken van een periode van één jaar vanaf zijn of haar vorige aanvraag, ongeacht de uitkomst van deze laatste.

Afdeling 2. — De aanmoedigingsbeurs

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 14. De aanmoedigingsbeurs is bedoeld ter ondersteuning van de creatie van een tweede werk in een van de volgende creatieve domeinen: algemene literatuur (in de categorieën roman, poëziebundel, kortverhalenbundel, essay of theater), strip, jeugdliteratuur.

Het bedrag van de aanmoedigingsbeurs is forfaitair.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 15. Het tweede werk waarvoor de steun wordt toegekend moet:

1° dezelfde taal gebruiken, hetzij Frans hetzij gewestelijke taal, als het werk dat toegang geeft tot de beurs;

2° binnen hetzelfde creatieve domein vallen en, binnen de algemene literatuur, in dezelfde categorie als het werk dat toegang geeft tot de beurs.

Art. 16. In eenzelfde taal kan een auteur slechts genieten van één aanmoedigingsbeurs per creatief domein zoals bedoeld in artikel 14.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 17. Bij de beoordeling van aanvragen voor een aanmoedigingsbeurs baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de consistentie en originaliteit van de synopsis;

2° de formele, verhalende en/of grafische kwaliteit van de gepresenteerde uittreksels;

3° de afstemming van het project op het type aangevraagde beurs;

4° voor jeugdliteratuur, de afstemming van het project op de beoogde leeftijdsgroep.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 18. Om het gebruik van de subsidie te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

1° ofwel het gepubliceerde werk;

2° ofwel een gedetailleerd verslag over de voortgang van het project en, desgevallend, over de redenen voor het mislukken of opgeven ervan.

Afdeling 3. — De projectbeurs

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 19. De projectbeurs is bedoeld om de volgende kosten van een literaire creatie geheel of gedeeltelijk te dekken, voordat ze worden gedaan: reizen, documentatie, onderzoek, opleidingen, materiaal voor grafische creatie.

Het bedrag van de projectbeurs komt overeen met de subsidiabele kosten en is begrensd.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 20. De projectbeurs is voorbehouden aan auteurs van de Franse Gemeenschap die minstens twee literaire creaties op hun naam hebben staan:

1° gepubliceerd in eigen naam of met maximaal drie andere auteurs in het geval van een collectieve literaire creatie;

2° en ofwel gepubliceerd in overeenstemming met het Handvest ofwel, in het geval van theaterteksten, verspreid door een cultureel centrum, een plaats van verspreiding, een plaats van creatie, een festival of een centrum voor podiumkunsten erkend door de Franse Gemeenschap;

3° binnen hetzelfde creatieve domein en, voor algemene literatuur, in dezelfde categorie als de creatie waarvoor de beurs wordt aangevraagd.

Art. 21. Om een projectbeurs aan te vragen, mag een auteur in hetzelfde jaar geen beurs hebben ontvangen die krachtens dit decreet werd toegekend.

Art. 22. Kosten voor de verspreiding van een manuscript (proeflezen, drukken, verzenden enz.), de werkrelaties met een uitgever of redactioneel werk komen niet in aanmerking.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 23. Bij de beoordeling van aanvragen voor een projectbeurs baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de consistentie en originaliteit van de synopsis;

2° de formele, verhalende of grafische kwaliteit van de gepresenteerde uittreksels;

3° de afstemming van het project op het type aangevraagde beurs;

4° voor jeugdliteratuur, de afstemming van het project op de beoogde leeftijdsgroep.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 24. Om het gebruik van de subsidie te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

1° ofwel het gepubliceerde werk;

2° ofwel een gedetailleerd verslag over de voortgang van het project en, desgevallend, over de redenen voor het mislukken of opgeven ervan.

Tevens voegt hij of zij bij de bewijsstukken een inventaris van de in verband met het verrichte werk gemaakte kosten.

Afdeling 4. — De creatiebeurs

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 25. De creatiebeurs is bedoeld om auteurs die niet met pensioen zijn, toe te staan om binnen een jaar na de kennisgeving van de toekenning een aantal weken te besteden aan de realisatie van hun schrijfproject.

Het bedrag van de creatiebeurs is forfaitair. Er zijn vier forfaits die overeenkomen met het beoogde aantal weken van creatie: zes, twaalf, zesentwintig of tweeënvijftig weken. De begunstigde kan deze weken naar wens opsplitsen.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 26. De creatiebeurs van zes weken is voorbehouden aan auteurs die reeds minstens twee literaire creaties op hun naam hebben staan:

1° gepubliceerd in eigen naam of met maximaal drie andere auteurs in het geval van een collectieve literaire creatie;

2° en ofwel gepubliceerd in overeenstemming met het Handvest ofwel, in het geval van theaterteksten, verspreid door een cultureel centrum, een plaats van verspreiding, een plaats van creatie, een festival of een centrum voor podiumkunsten erkend door de Franse Gemeenschap.

De creatiebeurs van twaalf weken, zesentwintig weken of tweeënvijftig weken is voorbehouden aan auteurs die reeds ten minste drie literaire creaties op hun naam hebben staan binnen hetzelfde creatieve domein als de creatie waarvoor de beurs wordt aangevraagd, gepubliceerd in overeenstemming met lid 1° en 2°.

Art. 27. Om een creatiebeurs aan te vragen, mag een auteur in hetzelfde jaar geen beurs hebben ontvangen die krachtens dit decreet werd toegekend. Om een creatiebeurs van twaalf, zesentwintig of tweeënvijftig weken aan te vragen, mag een auteur gedurende de twee jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag niet hebben geprofiteerd van een beurs van dezelfde aard die krachtens dit decreet werd toegekend.

Voor eenzelfde creatief domein mag een auteur tijdens zijn of haar loopbaan slechts profiteren van twee creatiebeurzen van zesentwintig weken of een enkele creatiebeurs van tweeënvijftig weken. Deze twee soorten beurzen kunnen dus niet door een auteur worden gecumuleerd voor hetzelfde creatieve domein.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 28. Bij de beoordeling van aanvragen voor een creatiebeurs baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

- 1° de consistentie en originaliteit van de synopsis;
- 2° de formele, verhalende of grafische kwaliteit van de gepresenteerde uittreksels;
- 3° de afstemming van het project op het type aangevraagde beurs;
- 4° voor jeugdliteratuur, de afstemming van het project op de beoogde leeftijdsgroep.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 29. Om het gebruik van de subsidie te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

- 1° ofwel het uitgegeven werk;
- 2° ofwel een gedetailleerd verslag over de voortgang van het project en, desgevallend, over de redenen voor het mislukken of opgeven ervan.

Afdeling 5. — De residentiebeurs

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 30. De residentiebeurs is bedoeld om auteurs te laten deelnemen aan een schrijfresidentie:

- 1° hetzij in een centrum voor literaire of dramatische creatie dat door de Franse Gemeenschap is erkend;
- 2° hetzij in het kader van een partnerschap tussen een culturele operator en de Franse Gemeenschap;
- 3° hetzij op plaatsen die rechtstreeks door de Franse Gemeenschap ter beschikking worden gesteld.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 31. In het geval bedoeld in artikel 30, 1° moet de auteur een officiële uitnodiging overleggen van een door de Franse Gemeenschap erkende residentie en een attest waaruit blijkt dat hij of zij voor het verblijf geen andere beurs krijgt.

Art. 32. De duur van de residentie bedraagt maximaal twee maanden.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 33. In afwijking van artikel 8 is voor de toekenning van de residentiebeurzen bedoeld in artikel 30, 1° en 2° geen voorafgaand advies van de Commissie nodig. Voor deze beurzen worden ontvankelijke aanvragen verwerkt naarmate ze binnenkomen, totdat de toegewezen middelen zijn uitgeput.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 34. Om het gebruik van de subsidie te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

- 1° ofwel het gepubliceerde werk;
- 2° ofwel een gedetailleerd verslag over de voortgang van het project en, desgevallend, over de redenen voor het mislukken of opgeven ervan.

HOOFDSTUK 3. — *Projectsteun*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 35. Er zijn acht soorten projectsteun:

- 1° steun voor literaire creatiestructuren;
- 2° publicatiesteun;
- 3° steun voor literaire verspreiding en promotie;
- 4° steun voor boekhandels;
- 5° steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening en promotie van het Frans en de taalkundige creativiteit;
- 6° steun voor de publicatie van wetenschappelijk onderzoek over de Franse taal;
- 7° steun voor de toe-eigening, promotie en verspreiding van de endogene gewestelijke talen;
- 8° steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken.

Art. 36. Naast de in artikel 2 genoemde algemene doelstellingen heeft de projectsteunregeling tot doel:

- 1° de opkomst van innovatieve, duurzame en gevarieerde projecten te steunen met betrekking tot het creëren, verspreiden en promoten van de letteren, evenals het toe-eigenen en promoten van taal- en leespraktijken;
- 2° netwerken van auteurs, werken en professionals in de boekensector te bevorderen.

Afdeling 2. — Steun voor literaire creatiestructuren

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 37. De steun voor literaire creatiestructuren is bedoeld om de organisatie van schrijfresidenties, -workshops of -begeleiding voor auteurs in de Franse Gemeenschap te steunen.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 38. De aanvrager moet een natuurlijke of rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6.

Art. 39. De residenties moeten gericht zijn op auteurs van de Franse Gemeenschap. De schrijfworshops of schrijfbegeleidingen moeten geleid worden door een auteur van de Franse Gemeenschap en gericht zijn op een volwassen publiek, met het oog op professionalisering.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 40. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

- 1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;
- 2° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 41. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

- 1° een planning en een kritische beschrijving van de uitgevoerde activiteiten;
- 2° de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project.

Afdeling 3. — Publicatiesteun

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 42. § 1. De publicatiesteun is bedoeld ter ondersteuning van het uitgeven van:

- 1° literaire creaties;
- 2° filologische werken in of over de endogene gewestelijke talen;
- 3° tijdschriften voor literaire creatie van de Franse Gemeenschap;
- 4° tijdschriften voor literaire creatie die in elk nummer een aanzienlijke rubriek wijden aan literaire creaties van de Franse Gemeenschap;
- 5° algemene tijdschriften die in elk nummer een aanzienlijke rubriek wijden aan literaire creaties van de Franse Gemeenschap;
- 6° tijdschriften over de endogene gewestelijke talen.

§ 2. De steun dekt de publicatie van ofwel een enkele titel in alle domeinen en categorieën, behalve die van de roman, de kortverhalenbundel en het essay, ofwel een redactioneel programma van maximaal vier titels, ofwel uitzonderlijk de volledige werken van een auteur van de Franse Gemeenschap of een opmerkelijke studie gewijd aan een auteur van de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 43. De publicatiesteun is voorbehouden aan uitgevers die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, § 2 en 4. In afwijking van artikel 6, § 2, 3° komen in het buitenland uitgegeven tijdschriften in aanmerking voor de steun voorzien in artikel 42, § 1, 4° en 5°.

Art. 44. Een uitgever mag slechts één aanvraag voor publicatiesteun per jaar indienen.

Art. 45. Met uitzondering van tijdschriften mag de publicatiesteun voor de uitgave van een werk niet meer bedragen dan 50% van de productiekosten van dat werk.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 46. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

- 1° de artistieke en culturele kwaliteit van het werk of het redactionele programma;
- 2° het uitstralingspotentieel;
- 3° de aandacht die wordt besteed aan auteurs van de Franse Gemeenschap, met name auteurs die nog niet gepubliceerd zijn, met inachtneming van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;
- 4° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag, met bijzondere aandacht voor de bezoldiging van de auteurs;
- 5° voor jeugdliteratuur, de afstemming van het project op de beoogde leeftijdsgroep;
- 6° de aandacht die wordt besteed aan de impact op het milieu en de maatschappij van de productie en het in de handel brengen van de werken waarvoor de aanvraag wordt ingediend.

Bij de analyse ziet de Commissie erop toe dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 47. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

- 1° ten minste drie exemplaren van het uitgeven werk of redactionele programma;
- 2° de inkomsten- en uitgavenrekeningen van het project, met vermelding van de eventuele bezoldigingen en voordelen die aan de auteurs zijn betaald.

Afdeling 4. — Steun voor literaire verspreiding en promotie

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 48. De steun voor literaire verspreiding en promotie is bedoeld voor de organisatie van literaire evenementen (festivals, bijeenkomsten, beurzen, tentoonstellingen) en acties ter bevordering van auteurs van de Franse Gemeenschap en hun creaties.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 49. De aanvrager moet een natuurlijke of rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6.

De steun is niet verenigbaar met de steun voor de organisatie van artistieke bijeenkomsten die wordt verleend in het kader van het decreet betreffende de steun voor de verspreiding van artistieke producties in de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 50. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

- 1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;
- 2° het uitstralingspotentieel;
- 3° de aandacht die wordt besteed aan auteurs van de Franse Gemeenschap, met inachtneming van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;
- 4° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag, met bijzondere aandacht voor de bezoldiging van de betrokkenen;
- 5° de afstemming van het project op de doelgroep(en), en, indien het project gericht is op een schoolpubliek, de afstemming op de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.

Bij de analyse ziet de Commissie erop toe dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 51. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

- 1° een planning en een kritische beschrijving van de uitgevoerde activiteiten;
- 2° de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project.

Afdeling 5. — Steun voor boekhandels

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 52. De steun voor boekhandels is bedoeld voor:

- 1° de organisatie van literaire evenementen;
- 2° de deelname aan of de organisatie van een beroepsopleiding in verband met de activiteit van boekhandelaar;
- 3° het gebruik van een bibliografisch hulpmiddel.

De steun bedoeld in lid 1, 1° bestaat uit een vast bedrag per evenement en is begrensd.

De steun bedoeld in lid 1, 2° is variabel en dekt maximaal 75% van de kosten van de opleiding.

De steun bedoeld in lid 1, 3° bestaat uit een jaarlijks forfaitair bedrag.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 53. De steun voorzien in deze afdeling is voorbehouden aan boekhandels met het kwaliteitslabel toegekend krachtens het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels.

Art. 54. De steun voor de organisatie van literaire evenementen kan onderworpen zijn aan de volgende voorwaarden:

- 1° de aanvraag moet betrekking hebben op ten minste drie evenementen in hetzelfde kalenderjaar of schooljaar;
- 2° de evenementen dienen te worden georganiseerd door de boekhandel, face-to-face of online;
- 3° het enige doel van de evenementen moet de promotie van een boek en de auteur zijn; de betrokken auteur moet voldoen aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van artikel 6, § 2 en 3;
- 4° de evenementen moeten worden geleid door een al dan niet aan de boekhandel verbonden professionele presentator;
- 5° de evenementen moeten uitwisselingen met het deelnemende publiek mogelijk maken;
- 6° er moet specifieke reclame worden gemaakt voor de evenementen;
- 7° signeersessies komen niet in aanmerking, behalve voor geïllustreerde literaire creaties (strips, beeldromans, tafelboeken en jeugdalbums);
- 8° de inherente kosten van de evenementen mogen niet worden aangerekend aan de gepromote of uitgenodigde auteur.

Art. 55. De steun voor de organisatie van literaire evenementen is niet verenigbaar met de steun voor de organisatie van artistieke bijeenkomsten die wordt verleend in het kader van het decreet betreffende de steun voor de verspreiding van artistieke producties in de Franse Gemeenschap.

Art. 56. Een boekhandel kan slechts steun voor één bibliografisch hulpmiddel per jaar aanvragen.

Dat hulpmiddel kan bestaan uit een abonnement op een database of een abonnement op een vakblad.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 57. In afwijking van artikel 8 is voor de steun voor boekhandels geen voorafgaand advies van de Commissie nodig.

Ontvankelijke aanvragen worden verwerkt naarmate ze binnenkomen, totdat de toegewezen middelen zijn uitgeput.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 58. Voor de vereffening van de steun dient de begunstigde binnen twaalf maanden na de beslissing tot toekenning het volgende aan de Administratie te bezorgen:

- 1° voor literaire evenementen: het bewijs dat het evenement heeft plaatsgevonden (programma, affiche, uitnodiging, persartikels, foto's, screenshots, nieuwsbrieven enz.);
- 2° voor opleidingen:
 - a) een kopie van de factuur en een betaalbewijs;

b) een opleidingsverslag;

3° voor een abonnement op een bibliografisch hulpmiddel: een kopie van de factuur en een betaalbewijs.

Afdeling 6. — Steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening en promotie van het Frans en de taalkundige creativiteit

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 59. De steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening en promotie van het Frans en de taalkundige creativiteit is bedoeld ter ondersteuning van creatieve culturele activiteiten met betrekking tot schriftelijke of mondelinge expressie die de taalvaardigheden versterken en het gebruik van het Frans door de doelgroepen verbeteren.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 60. Om in aanmerking te komen voor de steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening en promotie van het Frans en de taalkundige creativiteit, moet de aanvrager naast de algemene voorwaarden van artikel 6, § 2:

1° aantoonbare ervaring hebben op het gebied van de toe-eigening van het Frans door culturele praktijken, of zich ertoe verbinden een persoon met dergelijke ervaring in te schakelen voor de betreffende activiteiten;

2° de betreffende activiteiten uitvoeren in het Franstalige gewest of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° zich voor de betreffende activiteiten richten tot Franstalige of anderstalige personen die ten minste het Certificat d'Études de Base of gelijkwaardige vaardigheden hebben;

4° zich bij voorkeur richten op doelgroepen die minder gemakkelijk toegang hebben tot cultuur.

Art. 61. Komen niet in aanmerking voor de steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening en promotie van het Frans en de taalkundige creativiteit:

1° schoolinrichtingen, al dan niet gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° operatoren die alfabetiseringsopleidingen aanbieden die worden georganiseerd, erkend, goedgekeurd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of het Waalse Gewest.

Art. 62. Een aanvrager kan slechts eenmaal per jaar de steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening en promotie van het Frans en de taalkundige creativiteit ontvangen.

De steun is niet verenigbaar met de steun voor de organisatie van artistieke bijeenkomsten die wordt verleend in het kader van het decreet betreffende de steun voor de verspreiding van artistieke producties in de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 63. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project, met bijzondere aandacht voor:

a) de creatieve dimensie van de activiteiten voor taaltoe-eigening;

b) de actieve betrokkenheid van de deelnemers bij het verloop en de evaluatie van het project;

2° het uitstralingspotentieel van het project;

3° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag;

4° de afstemming van het project op de doelgroep(en), met bijzondere aandacht voor projecten die gericht zijn op kwetsbare of anderstalige doelgroepen, en, indien het project gericht is op een schoolpubliek, de afstemming op de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 64. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

1° een planning en kritische beschrijving van de activiteiten die dankzij de steun zijn uitgevoerd;

2° de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project.

Afdeling 7. — Steun voor de publicatie van wetenschappelijk onderzoek over de Franse taal

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 65. De steun voor de publicatie van wetenschappelijk onderzoek over de Franse taal is bedoeld om onderzoeksprojecten te ondersteunen die een of meer van de volgende doelstellingen hebben:

1° de ontwikkeling van de taal ondersteunen door middel van terminologisch onderzoek;

2° het schrijven van duidelijk teksten of het goede begrip van teksten bevorderen;

3° didactische middelen aanbieden voor anderstalige personen of personen die de taal leren.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 66. De aanvrager moet een natuurlijke of rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 en moet aantoonbare ervaring hebben op het gebied van terminologie, leesbaarheid of didactiek van het Frans in een meertalige context.

Art. 67. Projecten die deze steun ontvangen, moeten resulteren in een publicatie.

Art. 68. Een aanvrager kan slechts eenmaal per jaar steun voor de publicatie van wetenschappelijk onderzoek over de Franse taal ontvangen.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 69. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de kwaliteit van het project in termen van:

- a) originaliteit en wetenschappelijke nauwkeurigheid van de voorgestelde aanpak of analyses;
- b) de kwantiteit en kwaliteit van de verzamelde gegevens over de taal, zijn effecten of zijn gebruik;
- c) de pedagogiek en reproduceerbaarheid van de in het kader van het project ontwikkelde modellen en hulpmiddelen;

2° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag;

3° de afstemming van het project op de doelgroep(en), met bijzondere aandacht voor projecten die gericht zijn op kwetsbare en/of anderstalige doelgroepen.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 70. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

1° ten minste drie exemplaren van de publicatie;

2° de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project.

Afdeling 8. — Steun voor de toe-eigening, promotie en verspreiding van de endogene gewestelijke talen

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 71. De steun voor de toe-eigening, promotie en verspreiding van de endogene gewestelijke talen is bestemd voor:

1° activiteiten van toe-eigening of hertoe-eigening van de endogene gewestelijke talen, met uitzondering van activiteiten die in scholen worden georganiseerd;

2° de organisatie van conferenties of symposia gewijd aan de endogene gewestelijke talen, hun onderwijs of hun literatuur;

3° de organisatie van opleidingen voor taalkundige bemiddelaars die gespecialiseerd zijn in de bemiddeling van de endogene gewestelijke talen;

4° de ontwikkeling van digitale platforms voor de toe-eigening, promotie of verspreiding van de endogene gewestelijke talen;

5° de ontwikkeling van educatieve hulpmiddelen gericht op de toe-eigening of hertoe-eigening van de endogene gewestelijke talen, met inbegrip van ludieke middelen gericht op deze doelstellingen.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 72. De aanvrager moet een natuurlijke of rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 en moet aantoonbare ervaring hebben op het gebied van taalkundige bemiddeling.

Art. 73. Projecten in de endogene gewestelijke talen op het gebied van podiumkunsten, film, radiocreatie of audiovisuele creatie komen niet in aanmerking voor deze steun.

De steun is niet verenigbaar met de steun voor de organisatie van artistieke bijeenkomsten die wordt verleend in het kader van het decreet betreffende de steun voor de verspreiding van artistieke producties in de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 74. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de culturele, wetenschappelijke of pedagogische kwaliteit van het project;

2° het uitstralingspotentieel;

3° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag;

4° de afstemming van het project op de doelgroep(en), en, indien het project gericht is op een schoolpubliek, de afstemming op de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 75. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

1° een planning en kritische beschrijving van de activiteiten die dankzij de steun zijn uitgevoerd;

2° de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project;

3° in het geval van een publicatie, ten minste drie exemplaren daarvan.

Afdeling 9. — Steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken

Onderafdeling 1. — Voorwerp

Art. 76. De steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken is gericht op activiteiten in een of meer van de volgende categorieën:

1° de ontwikkeling van hulpmiddelen om lezen te bevorderen;

2° de organisatie van opleidingen voor personeel dat met kinderen werkt, onderwijzend personeel of specialisten in leesbevordering;

3° de organisatie van eenmalige of terugkerende leesbevorderende activiteiten of evenementen.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 77. De aanvrager moet een natuurlijke of rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6.

Art. 78. Komen niet in aanmerking voor deze steun operatoren die erkend zijn in het kader van:

1° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

2° het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven.

Art. 79. Om te worden gesteund, moeten de betrokken activiteiten publicaties van auteurs of uitgevers van de Franse Gemeenschap aanwenden.

Art. 80. Een aanvrager kan slechts eenmaal per jaar steun voor activiteiten gericht op de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken ontvangen.

De steun is niet verenigbaar met de steun voor de organisatie van artistieke bijeenkomsten die wordt verleend in het kader van het decreet betreffende de steun voor de verspreiding van artistieke producties in de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling 3. — Beoordelingscriteria

Art. 81. Bij de beoordeling van aanvragen voor dit type projectsteun baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

2° het uitstralingspotentieel;

3° de aandacht die wordt besteed aan de actoren in de boekenketen in de Franse Gemeenschap, in het bijzonder de auteurs, met inachtneming van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;

4° de consistentie van het budget en de afstemming van het project op het gevraagde steunbedrag;

5° de afstemming van het project op de doelgroep(en), met bijzondere aandacht voor kwetsbare doelgroepen, en, indien het project gericht is op een schoolpubliek, de afstemming op de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijsproject.

Bij de analyse ziet de Commissie erop toe dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

Onderafdeling 4. — Bewijsstukken

Art. 82. Om het gebruik van de steun te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afronding van het project en uiterlijk binnen twaalf maanden na de toekenningsbeslissing naar de Administratie:

1° een planning en kritische beschrijving van de activiteiten die dankzij de steun zijn uitgevoerd;

2° de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project.

HOOFDSTUK 4. — *Overeenkomsten*

Afdeling 1. — Voorwerp

Art. 83. In aanvulling op de in artikel 2 bedoelde algemene doelstellingen heeft de overeenkomstenregeling tot doel de in artikel 3 bedoelde operatoren meerjarige steun te bieden om hun activiteiten te consolideren.

Art. 84. De overeenkomst heeft betrekking op één of meer van de volgende activiteiten:

1° de toe-eigening, bescherming, studie, verrijking of promotie van de Franse taal en de endogene gewestelijke talen, zoals ze worden gebruikt in de Franse Gemeenschap, ook op internationaal niveau;

2° de ontwikkeling van taalpraktijken of de bevordering van taalkundige diversiteit;

3° de promotie en verspreiding van literaire creatie in het Frans of in de endogene gewestelijke talen;

4° de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken;

5° het uitgeven in het Frans of in de endogene gewestelijke talen;

6° het behoud of de valorisatie van publicaties van auteurs of uitgevers van de Franse Gemeenschap, ook op internationaal niveau;

7° het verlenen van diensten van algemeen belang die bijdragen aan de in artikel 2 genoemde doelstellingen ten behoeve van:

a) hetzij alle of een aanzienlijk deel van de in artikel 3 bedoelde operatoren;

b) hetzij de doelgroepen of een aanzienlijk deel van de doelgroepen van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 85. Om een overeenkomst te kunnen sluiten, moet een operator:

1° een rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6;

2° ten minste vijf jaar aantoonbare ervaring hebben in het domein waarop de overeenkomst betrekking heeft;

3° gedurende de vijf jaar die aan de aanvraag voorafgaan, ten minste twee keer projectsteun hebben ontvangen uit hoofde van dit hoofdstuk of een andere steunregeling die bijdraagt tot de verwezenlijking van de in artikel 2 genoemde doelstellingen;

4° de boekhouding voeren en de rekeningen opmaken overeenkomstig artikel 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en Boek III van het Wetboek van economisch recht;

5° indien het een eerste overeenkomst betreft, zich in financieel evenwicht bevinden; indien het een verlenging betreft en de operator een financiële onbalans vertoont, een door de Regering goedgekeurd saneringsplan hebben;

6° voldoen aan de voorwaarden waaraan deel III van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur de toekenning van structurele subsidies onderwerpt;

7° geen structurele subsidie genieten uit hoofde van een andere regeling in het kader van het cultuurbeleid.

In afwijking van lid 1, 1° kan de begunstigde van de overeenkomst een feitelijke vereniging zonder rechtspersoonlijkheid zijn, op voorwaarde dat:

1° ze uitsluitend bestaat uit rechtspersonen die voldoen aan de voorwaarden van lid 1, 1° en 4° tot 6°, waarvan ten minste één ook voldoet aan de voorwaarden van lid 1, 2° en 3°;

2° de leden van de feitelijke vereniging hun samenwerking schriftelijk hebben vastgelegd door middel van een overeenkomst;

3° de leden van de feitelijke vereniging één van hen formeel hebben aangesteld voor de coördinatie en om de vereniging te vertegenwoordigen bij de Regering.

Afdeling 3. — Inhoud van de aanvraag en beoordelingscriteria

Art. 86. De aanvraag voor een overeenkomst omvat:

1° in het geval van een eerste overeenkomst, een beknopte presentatie van de geschiedenis van de operator met de volgende elementen:

a) de algemene administratieve structuur van de operator en, in voorkomend geval, de verschillende componenten ervan;

b) een beschrijving van zijn activiteiten en of ze door de Franse Gemeenschap zijn ondersteund, met vermelding van eventuele partners;

c) de balans en de winst- en verliesrekening van het boekjaar voorafgaand aan de indiening van het dossier.

2° voor de periode waarop de aanvraag betrekking heeft, een intentieverklaring waarin het volgende wordt toegelicht:

a) het project en de beoogde ontwikkelingsassen;

b) hoe het voldoet aan de beoordelingscriteria en doelstellingen die in dit decreet zijn vastgesteld;

c) de meerwaarde van structurele ondersteuning voor de ontwikkeling van het project;

3° het geraamde budget van het project, vergezeld van een presentatienota.

In het geval van een verlenging omvat de aanvraag:

1° een evaluatieverslag van het project zoals gedefinieerd in de huidige overeenkomst;

2° een actualisering van de in lid 1, 2° en 3° genoemde elementen.

Art. 87. Bij de beoordeling van aanvragen voor een overeenkomst baseert de Commissie zich op de volgende criteria:

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

2° het uitstralingspotentieel;

3° de aandacht die wordt besteed aan de actoren in de boekensector in de Franse Gemeenschap, in het bijzonder de auteurs, met inachtneming van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;

4° de meerwaarde van structurele ondersteuning voor de ontwikkeling van het project;

5° de afstemming van het project op de budgettaire modaliteiten, met bijzondere aandacht voor de bezoldiging van de auteurs indien van toepassing;

6° de afstemming van het project op de doelgroep(en), en, indien het project gericht is op een schoolpubliek, de afstemming op de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijs traject;

7° de impact van het project op het uitoefenen van hun culturele rechten en vrijheden door de doelgroepen;

8° de aandacht voor de impact op het milieu en de maatschappij van de uitgevoerde activiteiten, indien van toepassing.

Bij de analyse ziet de Commissie erop toe dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een ge diversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

Afdeling 4. — Inhoud en duur van de overeenkomst

Art. 88. De overeenkomst bevat de volgende elementen:

1° de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft;

2° het doel van de subsidie en met name:

a) het/de activiteitsdomein(en) waaronder die bedoeld in artikel 84;

b) de beschrijving van het gesteunde project, aangepast aan het daadwerkelijk toegekende bedrag;

3° de toekenningsmodaliteiten van de subsidie en met name:

a) het jaarlijks toegekende bedrag;

b) de vereffeningsmodaliteiten;

4° de modaliteiten voor de evaluatie van het project en met name de inhoud en de indieningsmodaliteiten van de bewijsstukken en het eindevaluatieverslag;

5° de verplichtingen van de operator met betrekking tot financieel evenwicht;

6° de modaliteiten van de financiële controle uitgeoefend door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de modaliteiten voor het opstellen van een saneringsplan indien nodig;

7° de modaliteiten voor de opschorting, wijziging, beëindiging en verlenging van de overeenkomst.

Art. 89. Een eerste overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 3 jaar. Bij verlenging wordt een overeenkomst gesloten voor een periode van 5 jaar.

Afdeling 5. — Bewijsstukken

Art. 90. Om het gebruik van de jaarlijkse subsidie te rechtvaardigen, stuurt de begunstigde binnen zes maanden na de afsluiting van elk boekjaar:

1° een update van de activiteiten die in het afgelopen boekjaar dankzij de subsidie zijn uitgevoerd;

2° de balansen en rekeningen van het afgelopen boekjaar, opgesteld in overeenstemming met de geldende boekhoudkundige wet- en regelgeving, alsmede de jaarlijkse uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project indien deze verschillend zijn van de rekeningen van de operator zelf;

3° een presentatienota bij de rekeningen, met uitleg over de verdeling van de bedragen en de manier waarop de balansen en rekeningen van de operator zich verhouden tot de uitgaven- en inkomstenrekeningen van het project, indien van toepassing;

4° een update van het geraamde budget van de in het kader van de overeenkomst uitgevoerde activiteiten, indien van toepassing.

Art. 91. De begunstigde bezorgt de Administratie een evaluatieverslag met een planning en een kritische beschrijving van de activiteiten die dankzij de overeenkomst zijn uitgevoerd:

1° hetzij bij de indiening van de verlengingsaanvraag;

2° hetzij binnen zes maanden na het sluiten van de overeenkomst.

TITEL III. — PRIJZEN

Art. 92. Om hun verdiensten te erkennen, kan de Regering prijzen toekennen aan de in artikel 3 bedoelde operatoren die voldoen aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van artikel 6.

De Regering stelt de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten voor de prijzen vast in overeenstemming met de volgende beginselen:

1° het toegekende bedrag ligt tussen 1.000 en 15.000 euro;

2° een prijs kan jaarlijks, om de drie jaar of om de vijf jaar worden toegekend;

3° de prijzen worden toegekend op voorstel van de Commissie of een jury, waarvan de samenstelling door de Regering wordt vastgesteld, op voorstel van de Administratie.

TITEL IV. — OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 93. In artikel 76, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur, wordt *b)* vervangen door: "*b)* de promotie en bescherming van de Franse taal en de endogene gewestelijke talen;"

In hetzelfde punt 1° wordt een punt *g)* ingevoegd dat als volgt luidt:

"*g)* de toe-eigening, promotie en bemiddeling van leespraktijken, met uitzondering van wat onder Openbare leetuurvoorziening of Permanente opvoeding valt".

Art. 94. Worden ingetrokken:

1° de wet van 18 augustus 1947 betreffende het Nationaal Fonds voor de Letterkunde;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor steun aan het uitgeversbedrijf in de Franse Gemeenschap;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de boekhandel in de Franse Gemeenschap.

Art. 95. Projecten in de domeinen vermeld in artikel 48 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur waaraan vóór de inwerkingtreding van dit decreet subsidies zijn toegekend, vallen tot hun afsluiting onder de regels die van toepassing waren op het ogenblik van de toekenning van de betreffende subsidies.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 688-1. – Amendement(en) in de commissie, nr. 688-2. – Verslag van de commissie, nr. 688-3. – Amendement(en) in de commissie, nr. 688-4. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 688-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 3 april 2024.